

Book reviews

CARVER, Terrell and Véronique MOTTIER (eds.) (1998). *Politics of Sexuality. Identity, Gender, Citizenship*. London: Routledge, 199 p.

Cet ouvrage collectif, constitué par 17 contributions, est né à la suite d'un séminaire ECPR tenu en 1996 à Oslo. Les différents articles explorent des thèmes qui ne sont pas très coutumiers d'une science politique "classique" qui tendrait à les ranger dans ce qui relève de la vie privée. La perspective de cet ouvrage est, au contraire, tournée vers la description et l'analyse des aspects publics de la vie privée. C'est à dessein que les éditeurs utilisent le terme de "citizenship" dans le titre, car la citoyenneté est au centre de cette dichotomie. Ces réflexions se situent dans le sillage de travaux qui depuis plusieurs décennies interrogent la séparation classique libérale entre les sphères de la vie privée et publique. Je pense bien évidemment aux travaux de Foucault qui ont contribué d'une manière décisive à l'évolution d'une pensée qui considère les notions de "pouvoir" et de "politique" de façon plus étendue que les définitions classiques. Ses écrits ont en permanence interrogé le caractère normatif des discours sur la sexualité et le corps, sur la maladie mentale et la déviance en général et ont mis en lumière la relation entre ces discours et les politiques étatiques de régulation et de répression. Mais également, cet ouvrage se situe dans une perspective épistémologique que l'on peut caractériser de constructiviste. Le sens social est construit par les acteurs sociaux eux-mêmes et n'est pas donné. Cette tradition épistémologique que l'on peut rattacher à une branche de l'Ecole de Chicago influencée notamment par Simmel, s'interroge sur la construction de sens dans des situations données. Cette école a permis, notamment, de développer une théorie de la déviance qui ne se réfère plus au modèle fonctionnaliste qui conçoit la déviance comme une transgression de normes voir une dysfonction, mais qui voit la déviance comme

une construction intergroupes de ce qu'est la norme et par conséquent la marginalité. La déviance est donc le produit non pas d'un comportement, mais de l'interaction entre des groupes ou individus par laquelle l'on définit qui est déviant et quelle est la norme. Cette perspective épistémologique a ouvert des champs méthodologiques importants notamment ceux liés à l'analyse du discours et du symbolique que les auteurs de cet ouvrage utilisent dans leur grande majorité. La troisième filiation de ces approches peut être rattachée aux travaux féministes qui ont critiqué le caractère naturalisé et objectiviste des catégories de sexe pour en dégager l'aspect socialement construit.

Dans ce paysage épistémologique, la conception du pouvoir politique et son étendue est plus flexible. Les féministes (notamment les travaux de Elshtain, Pateman ou Okin) ont critiqué la séparation classique entre la sphère privée et la sphère publique et ont montré le caractère politique de cette séparation. Cet ouvrage se situe dans cette réflexion, jamais achevée, sur les frontières du public et du privé qui nécessite des études empiriques pouvant être confrontées avec la théorie. Les exemples traités dans le livre permettent précisément la confrontation entre théorie et empirie en interrogeant le rôle de l'Etat dans la construction sociale des catégories de sens et, par là, des normes socialement et juridiquement acceptables de la sexualité.

Les cas analysés dans les différentes contributions sont particulièrement révélateurs de la régulation étatique (et politique) des constructions identitaires, du corps et de la sexualité. L'Etat participe à la définition de ce qu'est un sujet adulte, par exemple, à travers l'établissement de la législation sur l'âge du consentement sexuel (Waites). Le discours

varie selon que l'on parle des filles ou des garçons ou selon que l'on considère les relations hétérosexuelles ou homosexuelles. L'Etat participe à la construction sociale de thèmes séculaires tels que la séparation du corps et d'esprit, de la passion et de la raison, du réfléchi et du spontané, de l'instinctif et du raisonné, en somme du naturel et du culturel. Ces thèmes font l'objet également de discours dans la société civile, mais ils peuvent donner lieu, par leur politisation, à la criminalisation et par conséquent à la répression de comportements considérés déviants, comme, par exemple, des pratiques sadomasochistes entre adultes consentants (Gibbins). L'appareil militaire d'un Etat peut également adopter des critères de sélection discriminatoires. L'exemple de Skidmore présente la politique "anti-homosexuels" longtemps pratiquée par l'armée britannique qui a contribué à stigmatiser ce groupe social et à créer des citoyens de "deuxième zone" qui n'auraient pas les mêmes droits et devoirs que les citoyens hétérosexuels. Ainsi l'on voit que l'orientation sexuelle, censée relever de la vie privée, est ici investie par un sens public (et politique) et est jugée non conforme à l'idée que l'Etat se fait de ce que devrait être un soldat.

L'orientation sexuelle est l'un des thèmes qui se prêtent le mieux à l'analyse des discriminations étatiques fondées sur le contrôle de la sexualité des citoyens. Un survol des récentes discussions autour du PACS nous montre la politisation aiguë de formes de sexualité considérées comme "déviantes" et qui cherchent à se faire reconnaître par l'Etat. Les contributions de Jackson et Rahman insistent sur le fait que le problème de la reconnaissance des homosexuels (gays et lesbiennes) doit être vu dans un contexte plus large englobant les questions de genre. En effet les revendications des homosexuels s'insèrent dans un contexte où l'hétérosexualité, la complémentarité des sexes et la famille sont encore largement vus comme la règle (et donc la normalité). L'homosexualité pose des questions de société et des questions politiques. Quel statut donner à cette orientation sexuelle (aucun ou alors l'union libre, le mariage; peut-on adopter des enfants etc.)? Est-elle d'origine biologique ou sociale? Selon que l'on réponde

par l'une ou l'autre de ces deux options les conséquences sont différentes. D'origine biologique elle serait comme une malformation congénitale contre laquelle on ne peut rien et par conséquent il ne reste au politique qu'à l'accepter comme un donné et à reconnaître les droits des homosexuels dans la société. Si l'on pense au contraire qu'elle est d'origine sociale (et psychologique) on se place davantage dans une dynamique de critique sociale de la domination culturelle, psychologique et sociale du modèle hétérosexuel (*compulsory heterosexuality* – Lloyd, Butler). Là il ne s'agit plus uniquement de reconnaître la différence d'orientation sexuelle, mais de proposer des aménagements sociétaux pour que l'hétérosexualité ne soit plus présentée comme la voie naturelle (normale) du développement de l'identité et des comportements sexuels, mais une voie parmi d'autres.

Le livre donne d'autres exemples de l'investissement du corps par le politique. Le cas du discours nationaliste en Irlande (Finlayson) montre que la Nation est représentée, dans les discours nationalistes, comme une femme. On exalte la vaillance des jeunes irlandais à défendre la mère patrie contre l'envahisseur. Ici la métaphore du corps de la femme, comme corps social de la nation, incite les citoyens (hommes) à le défendre contre l'envahisseur. Dans ces exemples on comprend notamment comment les différents discours circulent, du privé vers le public, du corporel vers le social, du symbolique vers le politique etc. Avec l'avènement de la modernité il ne faut pas oublier l'impact du discours scientifique (psychanalytique, médical etc.) sur la définition des catégories de sens. La théorie freudienne par exemple (Hawkes) est en grande partie bâtie sur la notion de perversion et sur l'idée que l'enfant naît avec une sexualité polymorphe et débridée qu'il s'agit de canaliser tout au long de son développement. Il est évident que ce discours se transforme vite dans un discours normatif qui associe un état "primitif" aux comportements sexuels débridés visant uniquement à la satisfaction du plaisir. Après Freud le discours des sexologues et des différents spécialistes en la matière a pris de plus en plus d'ampleur dans les médias. Il ne se passe pas une semaine

sans que des magazines ne publient des conseils sur la sexualité; les émissions de télévision qui traitent de la sexualité ne sont pas rares. Cette prolifération de discours sur le sujet contribuent à produire sans cesse du sens et inévitablement des normes à propos des comportements sexuels mais offrent également aux sujets des espaces d'identification positifs (Mottier).

Je ne peux résumer ici la totalité des contributions qui démontrent de manière convaincante la façon de laquelle le politique produit des normes et régule la sexualité des sujets. Je citerai pour conclure la contribution de Neale qui analyse l'impact de l'intervention du Saint-Siège sur les délibérations de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement de 1994 au Caire, ou encore les contributions qui traitent de la commercialisation du sexe (Outshoorn et Gorjancyn) et du harcèlement sexuel (Valiente). C'est à l'évidence un très bon ouvrage dont la lecture, je l'espère, stimulera des vocations à aborder des thèmes moins classiques en science politique.

Le seul regret que je peux formuler au livre est d'ordre théorique. A mon avis le

concept de "pouvoir politique" aurait pu être théorisé plus en profondeur. En effet, si comme le dit Foucault le pouvoir est partout, le pouvoir politique est-il également partout? L'impact en termes de pouvoir politique n'est pas le même entre, par exemple, l'interdiction de l'avortement ou de l'homosexualité ou les discours sur la sexualité produits par des experts dans les magazines ou lors d'un débat télévisé. Pousser un ministre homosexuel à démissionner n'est pas un acte politique égal à la publication d'un roman qui dénonce l'homosexualité comme un comportement déviant. Bien qu'étant consciente que les sphères du politique, du social, du culturel, du symbolique ne sont pas imperméables les unes par rapport aux autres, une théorisation plus poussée des différentes formes que peut prendre le pouvoir politique dans la vie privée des sujets, pourrait constituer une grille d'analyse permettant de pondérer l'impact de l'un sur l'autre.

*Lorena PARINI,
Unité de recherche "Etudes genre",
Faculté SES, Université de Genève.*

COHEN, Benjamin J. (1998). *The Geography of Money*. Ithaca (NY): Cornell University Press, 229 p.

The advent of the Euro in Europe, and increasing talk about dollarization in Latin America have recently put the issue of money in the headlines. There has been acute debate about the implications of these important transformations on national economies and on individuals. Yet a general and in depth understanding of the nature of change on the world financial landscape has been missing in these debates. *The Geography of Money* is a valuable exception and offers a clear analysis of the evolution of the organization of currencies. It should help us to "learn to think anew about the spatial organization of monetary relations" (p. 168).

The book's central underpinning is a de-territorialized map of currency relations, a

"flow-based model of currency relations" in the terms of the author. Currency spaces do no longer coincide with state borders, but have varying authoritative domains, which are determined both by states and a few select private actors. From this perspective, states have to compete harder if they wish to preserve a strong and autonomous currency. Why would they want to do so? Because a strong and autonomous currency, the author demonstrates, brings both political and economic gains. On the political side, currencies have played an important role in the crystallization of national identities and remain an important anchor of people's allegiance. Full political independence cannot go without an independent currency. On the economic side, monopoly

power over a currency gives a government seigniorage, that is “a capacity to augment public spending at will” (p.39). It also enhances the government’s impact on economic performance – aggregate output and employment.

Ideally, thus, all governments would like to preserve an autonomous currency, but history has been replete with countries subordinating their monetary sovereignty. The basic reason for this apparent paradox, the author argues, is that currency subordination may bring more gains, or lower losses, than trying to steer an independent course. This is true of subjugation through currency boards, pegged exchange rates, and monetary blocs, and even more of sharing monetary sovereignty within monetary unions and exchange-rate unions. In the latter two, the loss of discretionary power is often more than offset by an increase in credibility.

Arguably, decisions about whether to try to preserve an autonomous course or on the contrary rely on some sort of monetary subordination depend on the status of one’s currency, as defined by its domain of authority. According to the author, one can draw a currency pyramid, ranging from the top currency to pseudo-currencies, determined by the cross-border use of currencies (both currency internationalization and foreign-domestic use). The closer to the top of the pyramid a currency is, the larger range of options a government has. Hence the tendency for governments to try to improve or preserve the rank of their currencies. To put this in concrete terms, the author establishes the current pyramid by looking at cross-border currency use. He comes up with the dollar as the *top currency* (i.e. the one with an almost universal appeal and used significantly in most cross-border transactions), and the D-mark, the yen and French franc as immediate followers, currencies that Cohen calls *patrician*.¹ These currencies have widespread but not universal popularity. The next stratum of the pyramid includes the so-called *elite currencies*, that is,

currencies with significant international use but insufficient weight to carry much direct influence beyond their own national frontiers. This group currently includes the British pound, the Dutch guilder, the Belgian and Swiss francs, the Italian lira, and the Canadian dollar. Going down the hierarchy, one finds the *plebeian currencies* that have a limited international use and whose authority has been compromised from abroad. This category currently includes smaller industrial states (e.g. Australia, Austria, Spain, and the Scandinavian countries), some middle-income countries (e.g. Singapore, South Korea, and Taiwan), and the wealthier oil-exporters (e.g. Kuwait, Saudi Arabia, and the United Arab Emirates). Next are the *permeated currencies*, that is, currencies with almost no international use and with strong domestic challenges from foreign currencies. The majority of the economies of the Third World belong to this category. At the bottom of the strata are the *quasi-currencies* and *pseudo-currencies*. The latter are either token moneys (like the Liberian dollar and the Panamanian dollar) or subordinated partners in asymmetric monetary alliances (e.g. Luxembourg franc).

In addition to a categorization of currencies in different strata, the book provides an analytical entry into the factors that influence movements across strata. Who governs monetary relations and therefore confers different status to different currencies? Governance is alike an oligopoly in which states remain dominant on the supply side but in which demand is largely controlled by a few select private actors. Within this competitive environment states attempt to protect the position of their own currencies. Unlike past situations, in which states basically had few actors to worry about, governments now face competitors both on the supply and on the demand sides. States compete against each other under the scrutiny of a few private actors. They try to persuade and coerce private actors to continue using their own currency. Persuasion amounts to applying sound macroeconomic policy. Coercion often takes the forms of public receivability provisions. In this new landscape, strategic interdependence is high, and uncertainty is deep.

¹ With the advent of Economic and Monetary Union in Europe, the Euro should become a patrician currency and replace both the German mark and the French franc.

Can public policy cope with the delicate situation emerging from the new system of governance? The author remains very cautious on this issue. He mostly advises governments to learn to manage their oligopolistic behavior in a non-aggressive way. In particular, he argues against market leadership strategies, and against benign neglect at the other end of the spectrum. Provided this chart of behavior is respected, one should expect a slow decline of the dollar with a rise of both the Euro and the yen.

Some readers might be disappointed with the extreme prudence of the author's policy advice and their lack of originality. This would reveal, however, a misunderstanding of the book's primary mission. Reading *The Geography of Money* brings a knowledge of the map of monetary relations, not predictions about the specific future trajectories of currencies. The map shows current fault lines, their evolution and their surroundings. As a consequence, the book is an indispensable tool for anyone wishing to walk in the dangerous world of monetary relations.

The book is not exempt from weaknesses, however. Two issues deserve particular interest. First, the author could have developed more the intricacies of the strategic interaction between private actors and governments in the oligopolistic structure of governance. Such a development would have improved the exposition of the strategic options available to

governments inside the social institution of the international market. The author could have dwelled on the crisis of the European Monetary System in 1992-1993, and on the Mexican peso crisis in 1995. Second, international institutions, such as the International Monetary Fund (IMF) and the Bank of International Settlements (BIS) are remarkably absent from the book. This is regrettable given the recent discussions around a new financial architecture and the reforms of the IMF. As several analysts have argued, there is an urgent need for a carefully crafted institutional infrastructure to cushion against the vagaries of interdependence between private and public actors. There have been calls for a more independent IMF that would play a third-party role between the demand and the supply sides of the new structure of governance. An emphasis on these issues would have made *The Geography of Money* an even better book, and a valuable counterweight to a field of study overwhelmingly dominated by econometric work. Still, it is a must reading for all scholars specializing in international political economy, and a very refreshing book for all those interested in the evolution of state power in a world with vanishing economic borders.

*Cédric DUPONT,
The Graduate Institute of International
Studies (IUHEI), Geneva.*

DELLA PORTA, Donatella and Mario DIANI (1999). *Social Movements. An Introduction*. Oxford: Blackwell, 326 p.

A partir du milieu des années soixante-dix, la recherche sur les mouvements sociaux a pris un essor particulier en développant non seulement un certain nombre d'approches théoriques, mais aussi en multipliant les études de cas sur différents aspects de la contestation politique non-conventionnelle. Sans conteste, la recherche en science sociale a été stimulée par les événements de protestation qui ont parsemé l'Europe et l'Amérique du Nord au cours des années soixante et soixante-dix;

protestation qui se poursuit jusqu'à nos jours sous d'autres formes et en articulant d'autres revendications politiques. Cette profusion d'études et d'élaborations théoriques de ces trois dernières décades a été magnifiquement reconstruite par Donatella della Porta et Mario Diani qui nous offrent, avec cet ouvrage, une entrée en matière riche, fouillée et intelligible dans le domaine de l'étude des mouvements sociaux.

Donatella della Porta et Mario Diani syn-

thétisent remarquablement une énorme variété d'études théoriques et empiriques qu'ils structurent méthodiquement afin de mettre en lumière les différents facteurs contribuant à l'émergence et au développement des mouvements sociaux. Après une introduction qui dresse le tableau de l'évolution des différentes approches théoriques qui ont contribué à une meilleure compréhension du champ non-conventionnel de l'action politique et où l'on apprend que l'approche du "collective behavior", la théorie de la mobilisation des ressources, l'approche des processus politiques et la théorie des nouveaux mouvements sociaux ont mis en exergue trois facteurs clés (culturel, organisationnel et politique) pour cerner l'émergence des mouvements sociaux, Donatella della Porta et Mario Diani structurent leur ouvrage en reprenant chacun de ces facteurs pour les discuter de façon extensive et à l'aide de nombreux exemples de protestations politiques.

L'apport principal de l'approche du "collective behavior" dont Smelser en est l'un des représentants phares est de concevoir les mouvements sociaux comme le produit direct de changements structurels (chap. 2). Toute société est secouée par d'importants changements, autant sur le plan économique, social que culturel, qui engendrent la plupart du temps des situations conflictuelles. En prenant l'exemple du développement de la famille des nouveaux mouvements sociaux (mouvements écologiste, antinucléaire, féministe, pacifiste, etc.), les deux auteurs nous montrent le poids des changements structurels de la société européenne de l'après guerre. Les transformations profondes qu'a connu l'Europe à cette époque tant au niveau du système économique, de l'organisation sociale qu'au niveau culturel a provoqué des tensions qui ont vu l'émergence d'un nouveau clivage social sur lequel s'est articulé une nouvelle protestation politique. Si les tensions structurelles constituent un potentiel de mobilisation au sein des sociétés, il n'en demeure pas moins que tout changement structurel n'est pas suivi par l'émergence de mouvements sociaux ou d'une vague de protestation. De la constitution du potentiel de contestation à la mobilisation d'acteurs porteurs de cette contestation de

nombreux facteurs interviennent constituant des fenêtres d'opportunités dans lesquels ce potentiel peut se développer et s'actualiser.

C'est dans l'actualisation du potentiel de mobilisation que l'apport de la théorie de la mobilisation des ressources a été le plus important. En effet, pour prendre forme les mouvements sociaux ont besoin de ressources matérielles, organisationnelles et culturelles. Les ressources culturelles sont d'une importance cruciale comme l'a particulièrement mis en exergue la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Tout d'abord, l'action collective a une forte composante symbolique (chap. 3). D'un côté, il est nécessaire que les individus s'identifient avec l'acteur collectif porteur du potentiel de contestation, d'où le poids des valeurs dans le processus de l'engagement individuel dans les mouvements sociaux. De l'autre, il est nécessaire que les mouvements appuient leurs revendications sur des schèmes culturels existants au sein de la société afin qu'ils puissent mobiliser un certain soutien auprès de la population – processus communément appelé d'alignement des cadres interprétatifs de la réalité ("interpretative frame alignement"). Le poids de la culture intervient non seulement par le biais de la composante symbolique de l'action collective, mais aussi par le biais des identités (chap. 4). La construction des identités est en effet une composante essentielle des mouvements sociaux, elle permet aux individus engagés dans le conflit de s'identifier aux intérêts articulés par le mouvement, de se reconnaître comme appartenant à la même entité, elle permet également de transcender les coûts individuels qu'impliquent toute forme d'action collective – autrement dit, la compréhension de l'engagement par le biais des identités collectives est une forme élégante pour contourner le paradoxe de l'action collective mis en avant par Mancur Olson. Finalement, les identités garantissent la continuité de l'action des mouvements sociaux dans le temps.

Les identités se construisent par le biais des interactions, ce qui conduit Donatella della Porta et Mario Diani à enchaîner leur discussion sur le rôle crucial des réseaux sociaux dans le processus de mobilisation collective (chap. 5). En effet, ils interviennent au

niveau de l'engagement individuel, non seulement dans le processus de construction des identités, mais aussi dans le processus de recrutement des individus dans les mouvements. Les contacts interpersonnels facilitent l'engagement individuel. Les réseaux sociaux constituent ainsi un lien essentiel entre des individus engagés dans le conflit social et les acteurs collectifs articulant politiquement ce conflit. Les réseaux sociaux interviennent également au niveau macro sociologique en offrant un certain nombre de ressources à la protestation émergente.

L'actualisation du conflit social en mouvement sociaux passe par une élaboration organisationnelle du conflit (chap. 6). Il est en effet nécessaire que la protestation s'organise dans une structure qui puisse entrer en interaction avec les autorités politiques afin qu'elles prennent en compte les revendications des protestataires. Cette structure prend différentes formes et, de plus, s'adapte au fil des interactions des organisations des mouvements sociaux avec les autorités et au fil du temps. Comme le montrent les deux auteurs, si la structure organisationnelle tend à évoluer dans le temps, le répertoire d'action des organisations des mouvements afin d'influencer les décideurs politiques en fait autant (chap. 7).

Les facteurs culturels et organisationnels pèsent d'un certain poids dans la construction de l'action collective, puisqu'ils permettent aux mouvements sociaux de se constituer, il en va autant pour les facteurs politiques (chap. 8). L'approche des processus politiques a mis en exergue le poids du politique dans l'émergence et le développement des mouvements sociaux en mettant en exergue que les institutions, la culture politique, le comportement des opposants aux mouvements et le comportement des alliés des mouvements sont autant de facteurs qui constituent une fenêtre d'opportunité pour la mobilisation des mouvements qu'une contrainte qui pèse sur leurs possibilités d'action.

Finalement, Donatella della Porta et Mario Diani concluent leur reconstruction de l'étude des mouvements sociaux par une discussion sur l'impact de l'action non-conventionnelle dans le champ politique (chap. 9). Sans omettre le fait qu'il est diffi-

cile d'évaluer les effets de la mobilisation des mouvements sociaux, ce qui explique en partie le faible nombre d'études portant sur cet aspect, ils montrent leur impact sur un certain nombre de politiques publiques et leur influence dans l'élaboration de nouvelles structures étatiques, comme des commissions "ad hoc", la création de nouveaux ministères, etc. Toutefois, l'apport le plus significatif des mouvements est à leur yeux une plus grande sensibilité des démocraties libérales aux intérêts émergents et par voie de conséquence une démocratisation accrue de nos sociétés.

L'ouvrage de Donatella della Porta et Mario Diani est remarquable par sa richesse autant par la prise en compte quasi exhaustive des études faites à ce jour dans le domaine des mouvements sociaux que par les exemples illustrant les théories discutées qui rendent la lecture du livre d'autant plus plaisante. L'ouvrage est également remarquable par sa précision et par l'habileté que les deux auteurs ont eu pour intégrer à la fois le niveau individuel et macro sociologique de l'étude des mouvements sociaux. Leur ouvrage constitue ainsi une introduction aux mouvements sociaux précieuse autant pour le spécialiste que le non-spécialiste du domaine de l'action collective. Toutefois, nous regretterons fortement l'absence d'une discussion sur une mise en perspective de la recherche future dans ce domaine. Quels sont les développements actuels de la recherche sur les mouvements sociaux? Dans quelle(s) direction(s) poursuit-elle son chemin? Quels sont les points restés à l'heure actuelle dans l'ombre, ou qui ont jusqu'à présent été traités que superficiellement, sur lequel il faudrait maintenant se pencher? L'impact des mouvements sociaux restent par exemple un aspect sous-développé de la recherche où peu de travaux systématiques ont été réalisés. Il en va de même pour la globalisation de la protestation et le rôle des médias, autant comme facteur facilitant le développement des mouvements sociaux que comme facteur contribuant à l'impact des mouvements sur la société. Par ailleurs, les travaux réalisés jusqu'à ce jour touchent essentiellement l'émergence et le développement des mouvements sociaux dans le monde occidental, peu d'études montrent l'applicabilité des

théories dans d'autres contextes culturels et politiques. C'est en effet un pan de la recherche qui reste pratiquement vierge et qui pourtant serait fondamental pour saisir ce que McAdam et al. (1997) appellent les "scope conditions" de l'émergence de la protestation politique. Un ouvrage qui compte faire l'état de la recherche et de notre compréhension de ce phénomène social ne peut pas faire l'impasse d'une telle mise en perspective,

sinon il tend à donner l'impression que nous avons une compréhension exhaustive de ce phénomène social, ce qui n'est pas tout à fait le cas.

Florence PASSY,
Département de science politique,
Université de Genève.

Référence bibliographique

McADAM, Doug, TARROW, Sidney and Charles TILLY (1997). "Toward an Integrated Perspective on Social Movements and Revolution", in Mark I. LICHBACH and Allan S. ZUCKERMAN (eds.) *Comparative Politics*. Cambridge: Cambridge University Press. pp.142-173.

KECMANOVIC, Dusan (1996). *The Mass Psychology of Ethnonationalism*. New York: Plenum Press, 244 p.

The literature on nationalism has grown rapidly in the past couple of years. There is no doubt that such a development is due to the sudden revival of ethnonationalist phenomena in Central and Eastern Europe as well as in other parts of the globe since the early 1990s. Therefore, the well-known Hobsbawm's (1990) hypothesis about the decline of the nation-state and of nationalism has proved erroneous, at least for the time being. It is no wonder that such a complex phenomenon has attracted scholars from many fields such as sociology, comparative politics, political theory, anthropology, international relations, and history. The book I would like to present here deals with nationalism from another important standpoint: socio-psychology.

Kecmanovic has approached the subject of ethnonationalism as an experienced psychotherapist and this particular approach shall be considered as his main contribution to the comprehension of nationalism. However, an extensive bibliography, which includes the most important recent and classic studies on the subject, allows Kecmanovic to grasp the phenomenon of nationalism from a much

broader perspective.

As indicated in the title of the book, the main object of interest is the *mass* implications of nationalist ideology; that is, the way in which single individuals, members of a given ethnonational group (or, at least, who *consider* themselves part of such) develop and accept nationalist feelings. Kecmanovic's main thesis is that nationalism is a non-rational, but not necessarily irrational, mass phenomenon and that nationalist-like ways of behavior will not fade away with the disappearance of the nation-state, simply because they rely on some enduring human characteristics. In his words "humankind will outlive the nation, but will not outlive various nationalism-like types of behavior, thinking, and feeling that have been largely expressed in ethnonationalism" (p.195).

The book is divided into five parts. The first part provides a general approach towards grasping patriotic and national feelings as well as national identity. Patriotic feeling is described as being primarily a defensive one, because it relies on some basic human sentiments such as attachment to the physical envi-

ronment, people and culture of the place in which one is raised. In other words this kind of sentiment is not offensive *per se* for members of another group. National feeling, on the other hand, stems from concepts of nation and national identity, "neither imposed from without nor given by birth" (p.11), which means loyalty to an ethnonational group, both real and virtual in its nature (an "imagined community", in Benedict Anderson's definition). Needless to say, it is much more offensive towards outgroups. Following Smith's (1986) distinction between territorial and ethnic principles Kecmanovic shares the opinion that a state in which there is a diffused dual attachment – that is to say where both national and patriotic feelings are accepted and forged by state institutions, as in multinational states such as the former USSR or former Yugoslavia – is inherently unstable, for it has not been constituted as a nation-state on its own.

The second part of the book discusses the nature and the systematic manifestations of nationalism. After a brief review of its recent definitions and principal categorizations, Kecmanovic points out that his focus is on ethnic, collectivist, and authoritarian nationalism as opposed to the civic, individualistic and libertarian variant. Firstly, he sees in the national group the ultimate point of reference for social, political and all other loyalties and actions. Thus nationalism is defined as a "set of ideas and prejudices partly grounded in one's group mentality and reinforced by the themes and other characteristics of nationalist ideology" (p.26). By using the theories of Freud, Bertrand Russel, Adorno and other authors, Kecmanovic tackles group and ethnic mentality from a socio-psychological perspective and shows how the nation matches on a superior level certain human group-behavior patterns (e.g. the need for stereotypes both in- and out-group, inner cohesiveness, hostility towards outgroups). Such sentiments represent a "universal human potential, which may be realized under certain socio-political, economic, and historical circumstances". (p.viii). Secondly, the author discusses some principal elements of nationalist ideology such as oversimplification, dichotomization, demarcations (in culture, in history etc.), degradation of the

rational, populism, anti-individualism, moralism, traditionalism, craving for immortality and importance of kin connection. Further, Kecmanovic's insight on the most frequently used themes of nationalist ideology provides the reader with some enduring nationalist defensive and offensive mechanisms. Such themes include real or imagined sense of degradation, threat (both internal and external), universal culprit, the plot theme, ideological alarm, ethnic superiority, revenge and reprisal, memory of former misdeeds and injustices, victim and sacrifice. Nevertheless even a nationalist must attempt to justify his or her acts and beliefs. It is no wonder then that nationalists often invoke themes such as destiny, security, peace and freedom, duty towards people, dehumanization of "others" and blood kinship, in order to justify their own ideology.

The third part of the book draws attention to social circumstances and factors that incite the upsurge of nationalism such as the rapid deterioration of economic situation, the actual or threatened dissolution of a multinational society, the need to subjugate another nationalist group or the reaction of the latter to this and the resistance to the waning of local characteristics. These factors and circumstances influence directly or indirectly the persisting socio-psychological underpinnings of a people's readiness to act in a nationalist way as well as they favor the socio-psychological mechanisms that lead to the spread of nationalism.

Kecmanovic explains such mechanisms well in the fourth part of his study wherein lies the core of the book. There are four main stages that characterize these mechanisms. At the first stage there are, paradoxically enough, the need for change and the resistance to change in a given society. The following stage consists of instrumentalization of the national group through organized political movements. The third stage is a progressive transformation of the national group into a nationalist group. Lastly, in the fourth stage there is the actual spread of nationalism which is seen in a triple perspective: as a reaction to social pressure (through conformity, obedience, aggressiveness), as a particular power of attraction for those with "authoritarian personality" and,

finally, as a mass behavior. Each of these stages is eventually singled out and thoroughly analyzed, a process which permits a more minute insight into their single aspects. The link between nationalism and conformity obedience and aggressiveness, draws from many theoretical sources on mass psychology such as Lorenz, Freud and Fromm. The author offers a special insight on the analysis of authoritarian character through comments on well-known works of Adorno who, in the early 1950s, tried to grasp the amazing obedience of "ordinary Germans" during the Holocaust. Finally, he seeks the origins of ethnonational prejudices in childhood by examining the psychological development of a child and the influences to which it is exposed.

The final part of the book discusses whether or not nationalist behavior should be considered as pathological behavior. Kecmanovic's close examination does not bear a complete identification of the two although some of their aspects coincide. In particular it is worth noting that pathological behavior is considered in an individual perspective whereas nationalism cannot be understood without taking into account its collective dimension.

Overall this is an interesting and thoughtful volume. It reveals many social and psychological aspects of nationalism that one should take into consideration in order to have a deeper understanding of this phenomenon. Although the author's purpose is not to provide a political insight into the problem, he often offers pertinent examples drawn from his personal experience and knowledge of the Balkan region that a political scientist, in particular, may find useful for further research.

Given the functional polyvalence and 'chameleon-like character' of nationalism, the weaknesses of this study are mostly formal ones. Firstly, Kecmanovic's insistence on some elements of nationalistic behavior throughout the book may give to the reader the impression of *déjà vu*. Secondly, despite the author's extensive research and multidisciplinary approach, it is regrettable that he mentions only once, in an endnote, one of the most significant books on nationalism written in the past fifteen years, Ernest Gellner's *Nation and Nationalism* (1983). This fact can, however, be understood if one considers that Gellner's approach consists of defining nationalism as a mere product of modern times whereas Kecmanovic rather endorses Smith's (1986) standpoint (for the difference between the two see the Gellner-Smith (1996) Warwick debate) that claims that nations have much deeper "ethnic" origins.

In sum, I view Kecmanovic's hypothesis that an eventual disappearance of the nation will by no means put a stop to nationalist-like patterns of behavior, thinking and feeling as the main contribution of this work to the study of nationalism. It does not intend, however, to reduce nationalism to mere "determinism" but rather to explore the current manifestations of this phenomenon from a much wider perspective. In this regard Kecmanovic's study will certainly find its place within the literature on nationalism.

Nenad STOJANOVIC,
Department of Political Science,
University of Geneva.

References

- GELLNER, Ernest (1983). *Nations and Nationalism*. Oxford: Basil Blackwell.
- GELLNER, Ernest and Anthony D. SMITH (1996). "The Nation: Real or Imagined? (The Warwick Debates on Nationalism)", *Nations and Nationalism* 2(1): 357-370.
- HOBSBAWM, Eric (1990). *Nations and Nationalism since 1780*. Cambridge: Cambridge University Press.
- SMITH, Anthony D. (1986). *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford: Basil Blackwell.

KNOEPFEL, Peter, KISSLING-NÄF, Ingrid und Daniel MAREK (1997). *Lernen in öffentlichen Politiken*. Basel/Frankfurt a.M.: Helbing & Lichtenhahn, 320 S.

Die Analyse von Lernprozessen wird generell SozialpsychologInnen und PhilosophInnen überlassen. Selten finden sich dagegen Konkretisierungen, die es erlauben, Lernen politikwissenschaftlich zu analysieren. Als Ausweg aus Orientierungskrisen (Siegenthaler 1993) oder als gesellschaftliche Selektionsprozesse (Eder 1985) bemühen sich zwar die Ökonomie und die Soziologie, sozialen Wandel und Lernblockaden empirisch zu verstehen: Die Perspektive bleibt jedoch für die Anwendung auf konkrete Lernprozesse zu abstrakt. Dagegen versucht das hier rezensierte Gemeinschaftswerk von Peter Knoepfel, Ingrid Kissling-Näf und Daniel Marek (unter Mitarbeit von Claire Bussy und Pierre Gentile) – eine inzwischen aufgelöste ForscherInnengruppe am Lausanner Institut de hautes études en administration publique – diese Lücke zu füllen und detailliert auf Lernprozesse einzugehen, die in 28 konkreten Fällen, die vier Politikbereichen (Landwirtschaft, Luft, UVP und Gesundheitswesen) entnommen sind, stattgefunden haben. Die Studie wurde im Rahmen des NFP 27 zur Wirksamkeit staatlicher Massnahmen erstellt und schlägt eine Reihe von Hypothesen (13 an der Zahl) und Modellen zu Lernprozessen (Lernpfade, Lernformen, Lernfiguren) vor, die theoretisch von verschiedenen politologischen, aber auch im Sinne einer interdisziplinären Zugangsweise von sozialpsychologischen Analysen abgeleitet werden. Zudem wird Wissen aus der Evaluationsforschung herangezogen, um dem eigenen Anspruch der Praxisrelevanz zu genügen. Der Hauptteil des Buches gilt vier empirischen Studien (die beispielhaft für die 28 Fälle stehen), in denen die 13 Hypothesen sowie die Lernmodelle überprüft werden.¹ Die Resultate

¹ Prozess der Etablierung der Direktzahlungen in der Landwirtschaftspolitik, Einführung eines Ortsbuses und Schaffung einer Tempo 30-Zone in Opfikon, Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung im Falle der Kehrrichtverbrennungsanlage in Weinfelden, Spitexeinführung in Zürich.

werden dann aus einem Vergleich aller 28 Studien abgeleitet.² Als relevant erscheint vor allem, dass Lernprozesse dann stattfinden, wenn Ressourcentausch zwischen Akteuren nötig wird, wenn zwischen den am Lernprozess beteiligten Akteuren eine solidarisch-kooperative Beziehung besteht oder sich aufbaut und wenn die Netzwerke relativ offen und transparent gestaltet sind.³ Spannend sind vor allem die Betrachtungen zu den Lernpfaden (eine Art logisches Ablaufschema), die zeigen, dass Lernprozesse komplexe Entwicklungen durchlaufen und sich vor allem langsam über regelmässige qualitative Veränderungen einstellen. Die Schlussfolgerungen der in ihrem analytischen Anspruch und in ihrer empirischer Breite beeindruckenden Studie gehen sowohl auf die Praxis als auch auf die Theorie ein. Der Praxis wird vor allem empfohlen, sich auf Lernen einzustellen, Fehler zu analysieren, mit neuen Akteuren Experimente durchzuführen, transparente Tauschsituationen zu schaffen. Der Forschung wird nahegelegt, weiter an der Entwicklung der Lernpfade zu arbeiten, die sich als innovatives Analyseinstrument aus dieser Arbeit herauskristallisieren. Kritisch kommt die Studie zum Schluss, dass die AutorInnen zwar viele Teilantworten geliefert haben, eine Forschungsanstrengung in bezug auf die Konkretisierung von Lernprozessen in Politikbereichen jedoch weiterhin von Nöten ist.

Es sei deshalb gleich vorweg genommen, dass auch in der Meinung des Rezensenten der Konkretisierungsversuch nur teilweise geglückt ist. Das Buch besticht durch seinen

² Die anderen nicht systematisch vorgestellten Studien, auf denen dieser Text basiert, finden sich in publizierter Form am IDHEAP. Zu erwähnen ist vor allem eine relevante Folgepublikation von Ingrid Kissling-Näf (1997) zur Fallstudie Umweltverträglichkeitsprüfung.

³ Interessanterweise werden gerade diese Zusammenhänge seit langem auch in der Forschung zu regionalpolitischen Innovationspotentialen im Rahmen des social-capital-Ansatzes vertreten (z.B. Grabher 1994).

hohen Anspruch, die Frage der Lernprozesse in öffentlichen Politiken theoretisch zu fundieren und empirisch zu verdeutlichen (S. 16, 61) – und durch die magere Ausbeute, die dieses Unterfangen hervorgebracht hat. Das Lernkonzept entwickelt sich zwar auf der Basis kognitionstheoretischer Überlegungen; Dimensionen dazu werden jedoch in den Fällen nicht erhoben. Vielmehr wird der durchaus verständliche Versuch unternommen die Generalhypothese, dass Lernprozesse dann stattfinden, wenn horizontale Netzwerke bestehen, die sich durch einen Pluralismus der Akteure auszeichnen, operationalisiert und nachgewiesen.

Deshalb ist vielleicht gleich beim Lernbegriff in öffentlichen Politiken der erste Kritikpunkt anzusetzen. Die AutorInnen gehen davon aus, dass sich Lernen durch Innovation und Veränderung ausdrückt und wählen ihre Fälle nach diesem Muster aus. Allerdings ist zumindest seit den siebziger Jahren die Frage aufgetaucht, ob Lernen Veränderung bedeuten muss. Denken wir zum Beispiel an die Innovation "Kernkraftwerke", die heute mit Argumenten einer ökologisch orientierten Ressourcenerneuerung relativiert wird und Lernprozesse generiert, die zu Moratorien führen. Auch der Aufschwung gewisser konservativer Werte – nach einer Phase technokratischer Erneuerung unserer Gesellschaft – können durchaus als Resultate von Lernprozessen bezeichnet werden. Die AutorInnen erkennen diesen Kritikpunkt gewissermassen selber, wenn sie von der Schwierigkeit sprechen, Fälle von Nichtlernen zu identifizieren: "Wenn schon die empirische Erfassung von Lernen schwierig ist, dürfte diejenige von Nichtlernen beinahe einer Quadratur des Kreises gleichkommen" (S. 297, auch S. 5). Müsste diese Einsicht eigentlich zur Relativierung des auf Innovation ausgerichteten Lernkonzepts führen, leiten die AutorInnen vor allem daraus ab, dass es Fälle gibt, in denen Lernen eine untergeordnete Rolle spielt und Lernpotentiale von Fall zu Fall sehr unterschiedlich verteilt sind (S. 279). Damit wird vergessen, dass es auch *policy disasters* gibt (Gray und t'Hart 1998), dass sehr oft auch Programme, Fussballtrainer und Gesetze sich ändern. So kommt es leider nicht zur Unter-

scheidung von Lernprozessen nach analytischen Kriterien. Alles ist Lernen, manchmal ein bisschen mehr, manchmal ein bisschen weniger. So ist auch bis zum Schluss nicht klar, was Lernen von Rationalisierung und Ausdifferenzierung, von Veränderung und Anpassung unterscheidet. Dieser Eindruck wird besonders im Kapitel zur Tiefenwirkung der Lernprozesse bestätigt.

Ein zweites gewichtiges Problem der hier vorgestellten Analyse besteht im Netzwerk-begriff. Ganz abgesehen davon, dass das Buch durch den Versuch sehr beeindruckt hat, den Forschungsprozess nachvollziehbar darzustellen und die Selbstkritik systematisch vorzustellen, bleibt doch die ganze netzwerkanalytische Vorgehensweise ziemlich obskur.⁴ Auch hinsichtlich der Frage, was Netzwerke denn genau sind, präsentiert die Analyse zuerst einen inhaltlichen Begriff, der Netzwerke zwischen Markt und Hierarchie ansiedelt. Doch wird darauf in den Fallanalysen mit neutralen (und von Fall zu Fall übrigens unterschiedlichen) Netzwerk-begriffen gearbeitet und die Akteurkonstellationen gar mit statistischen Verfahren im Vergleichskapitel – mit magerer Ausbeute – analysiert. Dadurch verliert gewissermassen der Anspruch, Netzwerke als spezifische Politikformulierungs- und -umsetzungsformen als Elemente von Lernprozessen zu bestimmen, im Laufe der Analyse an Kraft. Wäre in diesem Fall – und besonders in Anbetracht der Ergebnisse, dass in Intensität und Zentralität unterschiedliche Netzwerke sich nicht systematisch in bezug auf den identifizierten Lernprozess unterscheiden – nicht die Folgerung nahegelegen, dass Lernen in diesem sehr weit gefassten Sinn der AutorenInnen auch in andersartig strukturierten Zusammenhängen stattfinden kann. Die Elemente, die erfolgreiche Lernprozesse auszeichnen, sind denn auch innerhalb einer staatlichen Administration denkbar: reibungsloser Wissenstransfer, positive Koordination, Aufbau von Vertrauen, engagierte Persönlichkeiten, die sich bestimmter Dossiers annehmen, sind auch innerhalb staatli-

⁴ Vielleicht wäre die Lektüre vereinfacht worden, hätten die AutorInnen stärker zwischen Forschungsgang und Vorstellung der Ergebnisse unterschieden.

cher Stellen wichtige Dimensionen geglückter Politik (vgl. dazu die Forschung zur Risiko-administration, z.B. Müller und Zimmermann et al. 1997).

Die hier rezensierte Untersuchung hat sich meines Erachtens übernommen: 28 Fälle mit einem eklektischen theoretischen Gerüst zu analysieren, ohne methodische Hilfen aus der vergleichenden Politikforschung zu mobilisieren und dabei relativ locker mit dem doch sehr anspruchsvollen Gerüst der *Grounded Theory* umzugehen, verschiedene ForscherInnenpersönlichkeiten zusammenzuführen und evaluative und analytische Ziele zu kombinieren sind nur einige der Schwierigkeiten generierenden Elemente dieser Untersuchung. Trotzdem handelt es sich meines Erachtens um eine wichtige und auch wegweisende

Studie. Wichtig weil sie ein Thema behandelt, zu dem immer noch relativ wenig empirisch gearbeitet wird, wegweisend, weil sie erstens zu jenen Arbeiten gehört, die Politologie auch zum theoretischen Verständnis von Veränderung einsetzt und dieses Feld dadurch der Evaluation und der Soziologie streitig macht. Und zweitens zumindest den Versuch antritt, eine grosse Anzahl von *policies* zu vergleichen und damit zeigt, dass auch komplexe Vergleiche mit einem interpretativen Ansatz durchaus durchführbar sind.

Sandro CATTACIN,
Laboratoire de recherches sociales et politi-
ques appliquées,
Université de Genève.

Bibliographie

- EDER, Klaus (1985). *Geschichte als Lernprozeß?* Frankfurt a.M.: Suhrkamp.
- GRABHER, Gernot (1994). *Lob der Verschwendung*. Berlin: Sigma.
- GRAY, Pat und Paul T'HART (eds.) (1998). *Public Policy Disasters in Europe*. London: Routledge.
- KISSLING-NÄF, Ingrid (1997). *Lernprozesse und Umweltverträglichkeitsprüfung - Staatliche Steuerung über Verfahren und Netzwerkbildung in der Abfallpolitik*. Basel: Helbing & Lichtenhahn.
- MÜLLER, Ueli und Willi ZIMMERMANN et al. (1997). *Katastrophen als Herausforderung für Verwaltung und Politik. Kontinuitäten und Diskontinuitäten*. Zürich: vdf.
- SIEGENTHALER, Hansjörg (1993). *Regelvertrauen, Prosperität und Krisen*. Tübingen: Mohr.

LUCATELLI, Adriano (1997). *Finance and World Order : Financial Fragility, Systemic Risk and Transnational Regimes*. Westport (CT): Greenwood, 112 p.

Comme le titre le laisse supposer, il ne s'agit pas d'un ouvrage de science politique à proprement parler; d'ailleurs il fait partie d'une collection consacrée à l'économie et à l'histoire économique. Economiste de formation, cadre supérieur dans le secteur bancaire, Adriano Lucatelli nous propose une réflexion sur des mécanismes financiers et sur leur régulation en nous en donnant un témoignage très concret. Toutefois, il prétend également apporter une

contribution à la science politique: d'une part l'auteur s'inspire de la théorie des régimes liée au paradigme de l'institutionnalisme néolibéral largement étudié en relations internationales; d'autre part il se penche sur le rôle des acteurs économiques non-étatiques transnationaux dans l'élaboration de règles et de normes, problématique de plus en plus analysée sous l'angle de la science politique.

L'objectif de Lucatelli est d'exposer l'ap-

parition d'un régime transnational, en indiquant l'intérêt particulier de ce cadre théorique. Il tente ensuite de l'appliquer au système financier et bancaire global dans le but de réduire les fragilités du système tout en montrant que la régulation est avant tout pratiquée par des acteurs non-étatiques. L'auteur commence par nous rappeler quelques bases de la théorie des régimes en se fondant sur les principaux auteurs de ce courant. Il mentionne que la théorie des régimes internationaux n'est pas nouvelle, mais associer la réalité transnationale, basée avant tout sur une logique "*bottom-up*", à l'approche des régimes a été encore relativement peu exploitée. Dans le second chapitre, Adriano Lucatelli relate la croissance du système financier privé: remontant aux années cinquante, il décrit de manière détaillée l'internationalisation de la finance privée. Parallèlement, il montre l'inadéquation croissante de la régulation publique face à l'essor des entreprises financières privées transnationales et à l'émergence de marchés financiers globaux qui deviennent de plus en plus détachés de la sphère nationale. Selon Lucatelli, l'inadaptation de la régulation publique à l'échelle mondiale implique que des crises financières comme la faillite de la banque Barings ou de la BCCI (*Bank of Credit and Commerce International*) – deux des plus retentissantes faillites bancaires de ces dix dernières années dues à une insuffisance des mécanismes de contrôle – soient inévitables et resurgissent ponctuellement. L'édification d'un régime élaboré et géré par des acteurs non-étatiques transnationaux permettrait de remédier à nombre de dysfonctionnements de la finance mondiale en offrant une alternative au problème de la souveraineté nationale et en contournant les obstacles liés à des régulations nationales fatalement hétérogènes.

L'auteur expose ensuite longuement les activités du Club de Londres, forum informel de coopération entre les banques commerciales engagées dans la renégociation de la dette des pays en développement. Le Club de Londres, aussi connu sous le nom de *Commercial Bank Advisory Committee* mène ses activités en parallèle avec le Club de Paris qui regroupe quant à lui les établissements publics, débiteurs et créanciers. Pour Lucatelli, le Club de

Londres est l'illustration typique de la création d'un régime transnational basé sur des institutions privées. Les opérateurs financiers et bancaires privés ne constituent pas un ensemble homogène et les collaborations apparaissent essentiellement lors de situations d'urgence alors qu'il faudrait pouvoir élaborer des mesures sur le long terme. C'est en fait un problème typique de l'action collective, comme l'auteur le signale à juste titre. Face à la renégociation de la dette, tâche particulièrement ardue, les banques parviennent cependant à coopérer essentiellement afin d'éviter une crise financière majeure. En se regroupant, les banques peuvent ainsi énoncer des règles et des principes qui s'imposeront dans les cas de renégociation de dettes.

Arrivé au dernier chapitre, l'intention de Lucatelli devient limpide: montrer que la mise en place de nouvelles formes de gestion et d'organisation du marché interbancaire et du marché des changes, basées visiblement l'auto-régulation, permet d'éviter les crises liées au crédit et aux liquidités. Il s'agit de définir des procédures de gestion et de contrôle concernant le management des risques afférents au crédit et aux liquidités. Les arrangements interbancaires servent d'illustrations pour témoigner de la nécessité de mettre en place des régimes transnationaux fondés sur des règles élaborées par des acteurs économiques non-étatiques. L'argument consiste à montrer que les opérateurs privés ont une meilleure capacité à déterminer des dispositifs de contrôle que les Etats. Toutefois Adriano Lucatelli ne détaille guère les carences de l'Etat et il ne cherche pas vraiment à nous démontrer son éventuelle inefficacité dans la définition et la mise en œuvre des mécanismes de contrôle, sans parler des organisations internationales dont le rôle aurait mérité un développement plus conséquent.

En définitive, il s'agit d'une contribution supplémentaire mais utile dans le débat sur le rôle de l'Etat et des acteurs non-étatiques dans un contexte de globalisation et de transnationalisme, ainsi que sur l'élaboration de règles transnationales, en particulier en matière de régulation financière. Lucatelli apporte en effet un témoignage fouillé sur les mécanismes de régulation interbancaires en insistant

sur le rôle des acteurs non-étatiques, organismes financiers et commerciaux privés pour la plupart. Il présente avec de multiples précisions les aspects financiers et économiques, ainsi que les arrangements interbancaires internationaux, notamment dans le domaine du crédit et des marchés des changes. Une telle perspective est intéressante, surtout pour des néophytes avides de mieux comprendre les arcanes financières et les mutations actuelles dans ce domaine. L'ouvrage est judicieusement complété par trois annexes indispensables pour des non spécialistes. Elles portent entre autres sur la définition des risques systémiques dans le domaine financier, c'est-à-dire sur la fragilité du système financier et sur les risques de panique bancaire, ainsi que sur le rôle de supervision de la Banque pour les règlements internationaux (*Bank for International Settlements*), considérée – ainsi que Lucatelli le spécifie – comme la "banque centrale des banques centrales". L'Accord de Bâle qui en découle est l'exemple typique d'un accord transnational cherchant à harmoniser les mécanismes de contrôle et de supervision. Un glossaire également fort utile vient compléter cet ouvrage en nous donnant une définition des termes économiques et financiers utilisés.

Cependant l'aspect institutionnel est quelque peu négligé et le lecteur reste sur sa faim par rapport au cadre théorique. En effet les explications relatives à la formation du régime en particulier les négociations et marchandages entre les différents acteurs pour aboutir à la création d'un régime sont peu traitées. La présentation des accords multilatéraux ayant conduit à l'édification du régime est trop succincte et aurait mérité un développement plus conséquent. Il est notamment difficile de se faire une idée sur la nature précise des règles, et surtout sur les engagements des acteurs ainsi que sur le respect ou le non-respect de ces règles. Quant aux problèmes inhérents à la théorie des régimes, ils ne sont guère discutés: les problèmes de délimitation d'un régime – sa portée et son étendue notamment –, l'amalgame entre régimes et institutions, les négociations pour la création d'un régime et sa mise en œuvre sont malheureusement largement occultés.

De plus, l'auteur prétend généraliser en suggérant que la théorie des régimes transnationaux illustrée par les arrangements interbancaires présentés offrent un cadre d'analyse pertinent dans le domaine des relations internationales et proposent de nouvelles perspectives pour la gestion des affaires globales. L'utilité de la théorie des régimes reste pourtant à démontrer: les préoccupations soulevées relèvent avant tout des mécanismes transnationaux de régulation des marchés financiers, l'objectif étant de trouver de nouvelles formes plutôt non-étatiques d'organisation et de gestion du marché. Lucatelli conclut en soulignant le poids croissant des acteurs non-étatiques dans les processus politiques, en rappelant que les mécanismes transnationaux privés de gestion et d'organisation deviennent des réalités dans des domaines que l'Etat aurait volontairement abandonnés (en l'occurrence le contrôle des marchés des changes et le système de paiement interbancaire transfrontalier). Là, également, sa tentative de généralisation n'est pas convaincante et il paraît hasardeux de vouloir effectuer des parallèles avec l'ensemble des acteurs non-étatiques, commerciaux et non-commerciaux. Certes l'auteur indique que les Etats ne sont plus les seuls acteurs à établir puis à modifier les règles et suggère même que la prédominance de l'Etat dans la gestion des affaires globales appartient désormais au passé. L'émergence des acteurs non-étatiques et leur importance dans les mécanismes de décision n'est pas nouvelle: qui doute encore aujourd'hui de l'influence des acteurs non-étatiques?

En conclusion, la réflexion et les explications fournies sur la régulation des marchés financiers, vaste sujet passablement à la mode en cette période caractérisée par la globalisation, est d'autant plus intéressante qu'elle ouvre des perspectives sur un niveau transnational souvent si diffus et si difficilement perceptible. Mais des éléments d'analyse plus substantiels auraient pu être apportés concernant l'édification d'un régime financier et sur son évolution où se côtoieraient acteurs privés et acteurs publics, nationaux, transnationaux ou internationaux.

Laurent CRÉMIEUX,
Département de science politique,

Université de Genève.

OBINGER, Herbert (1998). *Politische Institutionen und Sozialpolitik in der Schweiz. Der Einfluss von Nebenregierungen auf Struktur und Entwicklungsdynamik des schweizerischen Sozialstaates*. Frankfurt a.M.: Lang, 259 S.

Mit der kritischen und trefflichen Bemerkung, dass die politikwissenschaftliche Auseinandersetzung mit Sozialpolitik in der Schweiz namentlich in Bezug auf die vergleichende Wohlfahrtsstaatsforschung 'unterentwickelt' sei (S. 18), leitet Herbert Obinger seine Studie über die Entwicklung der Sozialpolitik in der Schweiz ein. Der heute am Zentrum für Sozialpolitik (ZeS) an der Universität Bremen tätige Autor nimmt in seiner Wiener Dissertation das in der international vergleichenden Staatstätigkeitsforschung lange Jahre geläufige Bild der Schweiz als sozialpolitisch vergleichsweise rückständiger und eher liberalen Grundsätzen verpflichteter Kleinstaat zum Ausgangspunkt und stellt dieses Bild gleich zu Beginn seiner Studie in Frage: Obinger vermutet für die Schweiz eher eine beträchtliche Verspätung, als eine eigentlich verpasste sozialstaatliche Expansion. Seine forschungsleitende These zur Erklärung dieser Verzögerung bezieht sich dabei auf die Wechselwirkungen zwischen politischen Akteuren und institutioneller Ausgestaltung des politischen Systems: Die im Industrieländervergleich stark ausgebauten föderalistischen und direkt-demokratischen Vetopositionen, so das zentrale Argument Obingers, sind im Zusammenspiel mit einer bürgerlich-liberal dominierten Politik die entscheidende Ursache für den verzögerten Aufbau wohlfahrtsstaatlicher Institutionen in der Schweiz. Die Studie gliedert sich im wesentlichen in vier Teile: In einem ersten Teil wird die Entwicklung der Schweizer Sozialpolitik entsprechend den aktuellen theoretischen und methodischen Ansätzen der vergleichenden Staatstätigkeitsforschung analysiert. Neben den üblichen quantitativ-vergleichenden Methoden liefert die Arbeit auch ein Anwen-

dungsbeispiel einer jüngeren Methode in der vergleichenden Politikforschung: Die "Qualitative Comparative Analysis" (QCA) ermöglicht gemäss ihrem Begründer (Ragin 1994) eine Verbindung von verdichteten aggregierten Aussagen aus Ländervergleichen mit Rückschlüssen auf spezifisch länderrelevante Variablenkonstellationen. Mit diesem methodischen Ansatz unterscheidet Obinger (S. 55-62) zwei Pfade der "transferzentrierten Sozialstaatlichkeit": Ausgebaute Sozialtransfers finden sich zum einen erwartungsgemäss in den sozialdemokratisch dominierten Ländern Nordeuropas sowie in katholisch-konservativ geprägten Ländern mit hohem Pro-Kopf-Einkommen und schwach ausgeprägten Nebenregierungen oder aber schwachen Rechtsparteien.¹ Die Schweiz entspricht weder dem einen noch dem anderen Pfad, womit sich die lange Jahre vergleichsweise zurückhaltende sozialstaatliche Ausgabenpolitik und damit auch die in der Literatur bisher dominierende Verortung der Schweiz als residual-selektiver Wohlfahrtsstaat erklären lässt.

Um dem gegenüber Makro-Vergleichstudien oft geäusserten Vorwurf der "blindness to history" (Castles 1999) zu entgehen, ergänzt Obinger seine quantitativen Resultate in einem zweiten Teil mit einer ausführlichen und umfangreichen "historiographisch-qualitativen" Studie zur Entwicklung der Sozialpolitik in der Schweiz unter besonderer Berücksichtigung des Einflusses von Födera-

¹ Unter dem Begriff "Nebenregierungen" versteht die Staatstätigkeitsforschung verfassungsmässige Institutionen, die die Handlungsmöglichkeiten der politischen Akteure beschränken (beispielsweise eine unabhängige Zentralbank, föderalistische oder direktdemokratische Institutionen).

lismus und direkter Demokratie (S. 64-182). Es gelingt Obinger in diesem deskriptiven Teil, die in den vergleichenden Analysen eher allgemein und theoretisch-abstrakt formulierten Thesen zum Einfluss von Institutionen auf die sozialpolitische Entwicklung mit konkreten Inhalten zu bereichern: So zeigt der Autor in seiner umfassenden Darstellung sozialpolitischer Entscheidungsprozesse in der Schweiz, wie sich die komplexe Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, das schmale Budget des Zentralstaates und die Einflussmöglichkeiten der Gliedstaaten auf die Bundespolitik ausgewirkt haben. Nach der Diskussion der föderalistischen Institutionen wird – ebenfalls anhand konkreter sozialpolitischer Entscheidungsprozesse – der direkte und indirekte Veto-Charakter des Referendums als konservativ-retardierendes Instrument sowie die stimulierende Wirkung der Volksinitiative auf die politische Innovationsfähigkeit illustriert. Dieser qualitative Teil der Studie gibt nicht nur einen umfassenden Einblick in die Geschichte der Schweizer Sozialpolitik im besonderen, sondern bietet gleichzeitig auch eine anschauliche Darstellung der politischen Entscheidungsfindung in der Schweiz im allgemeinen.

In einem dritten Teil versucht Obinger in Anlehnung an die prominente Wohlfahrtsstaatsregime-Typologie von Esping-Andersen (1990) eine Neuverortung des Sozialstaates Schweiz. Anhand einer detaillierten Diskussion der einzelnen Versicherungszweige zeigt der Autor, dass die Verortung des Sozialstaates Schweiz bei Esping-Andersen als residuales, selektives Fürsorgemodell nicht mehr zutrifft. Der heutige Wohlfahrtsstaat Schweiz ist vielmehr ein Mischtypus: So entspricht beispielsweise die Krankenversicherung in der Schweiz aufgrund der einkommensunabhängigen Prämien, verbunden mit Subventionen für Bedürftige und der starken Eigenbeteiligung der Versicherten zwar tatsächlich dem "liberalen" Sozialstaats-Typus bei Esping-Andersen. Die Alters- und Hinterlassenenversicherung dagegen hat mit ihrem Versorgungs- und Umverteilungscharakter Züge des "sozialdemokratischen" Typus. Die berufliche Vorsorge wiederum kommt mit ihrem berufsständischen Charakter und der

hohen Äquivalenz von Beiträgen und Leistungen eher dem "konservativen" Wohlfahrtsstaatsregime-Typus nahe, der in den umliegenden Ländern vorherrscht. Obinger zieht diese Typologisierung für alle Versicherungszweige systematisch durch und kommt zum Schluss, dass das aktuelle System der sozialen Sicherheit in der Schweiz einem "Sozialstaat der politischen Mitte" (S. 227) gleichkommt. Der Schweizer "welfare-mix" lasse eine klare Einordnung in Esping-Andersens Wohlfahrtsstaats-Raster nicht zu.

Obinger geht so weit, die Schweiz als einen Wohlfahrtsstaat zu bezeichnen, der sich durch ein dichtes und hinsichtlich des Leistungsniveaus hoch entwickeltes Sozialsystem auszeichne (S. 237). Dieses Ergebnis widerspricht nun aber bis zu einem gewissen Grad den im vergleichenden Teil konstruierten Pfaden zur Erklärung ausgabenfördernder Determinanten des Wohlfahrtsstaates. Der empirisch nachgezeichnete Aufholprozess des Schweizer Sozialstaates bleibt damit erklärungsbedürftig. Obinger liefert im vierten Teil seiner Studie zwei Erklärungsansätze für diese, in den siebziger Jahren einsetzende Konvergenzbewegung der Schweiz hin zu einem eher kontinentalen Versicherungsmodell mit entsprechend höheren Sozialausgaben: Zum einen eine sozioökonomisch und -demographisch begründete, funktionale Erklärung, die sich etwa auf die ansteigende Altersquote sowie auf zunehmende Probleme in den Bereichen Arbeitslosigkeit und Gesundheitskosten bezieht. Ausgabenerhöhungen in diesen Bereichen können damit bis zu einem gewissen Grad mit einem gestiegenen Problemdruck erklärt werden, was Obinger allerdings in seiner Studie empirisch nicht selber nachprüft. Neben diesen funktionalen Erklärungsversuchen diskutiert Obinger wiederum den Einfluss der politischen Institutionen und weist darauf hin, dass gerade die direktdemokratischen Instrumente nicht nur die Möglichkeit bieten, in Zeiten der Konsolidierung eine expansive Ausgabenpolitik wirksam zu bremsen, sondern dass diese Vetoposition umgekehrt auch einen Sozialabbau verhindern oder zumindest verzögern kann, wenn die Instrumente einmal eingeführt sind. Der Autor nennt als Beispiele Abstimmungen zur Ar-

beitslosen- und zur Rentenversicherung, Bereiche, in denen der Handlungsspielraum für einen Abbau sozialpolitischer Leistungen ähnlich begrenzt sei, wie dies lange Jahre auch für den Ausbau gegolten habe. Weitere Determinanten der Ausgabensteigerung sieht Obinger in der Einführung der Mehrwertsteuer und zusätzlicher Einnahmequellen, die das enge Finanzkorsett im Sozialbereich etwas gelockert hätten (S. 231). Interessant sind auch Obingers abschliessende Bemerkungen über den strukturellen Umbau wichtiger sozialpolitischer Instrumente, etwa im Bereich der Arbeitslosenversicherung, der AHV (Splittingsystem) sowie im Gesundheitswesen (S. 231-235).

Die Dissertation ist eine gelungene empirische Darstellung des prägenden Einflusses der politischen Institutionen auf die Dynamik der wohlfahrtsstaatlichen Entwicklung in der Schweiz. Politische Institutionen schränken als "Nebenregierungen" im Sinne verfassungsmässig vorgegebener Vetopositionen den Handlungsspielraum von Regierung und Parlament erheblich ein und bieten gleichzeitig den organisierten Interessengruppen eine effiziente Möglichkeit, ihre spezifischen Gruppeninteressen einzubringen. Regierung und Parlament in der Schweiz müssen sich deshalb mit einem hohen Mass an "Semisouveränität mit polycystabilisierenden Wirkungen" (S. 9) zufrieden geben. Dass der Autor die Institutionen dabei nicht nur als wichtige

Determinanten der verspäteten sozialpolitischen Entwicklung in der Schweiz, sondern gleichzeitig auch als zentrale Faktoren für den quantitativen Aus- und strukturellen Umbau des Sozialstaatsprofils in den letzten 25 Jahren heranzieht, ist eine interessante These allerdings auch etwas gewagt. Der Problemdruck, welcher dem Kleinstaat in dieser Zeitperiode aufgrund der unter dem Modewort "Globalisierung" diskutierten zunehmenden, internationalen ökonomischen Vernetzung erwuchs und sozialstaatliche Ausgleichsmassnahmen etwa im Bereich der Arbeitslosenversicherung unumgänglich machte, wird in der Studie möglicherweise etwas unterschätzt. Auch wird dem starken Eindruck, der die fortschreitende europäische Integration in der Schweiz hinterlassen hat, in der Arbeit kein Platz eingeräumt. Dies schmälert allerdings die Bedeutung der Studie als wichtiger Beitrag in der Reihe institutionell orientierter Arbeiten der vergleichenden Staatstätigkeitsforschung in keiner Weise. Die Arbeit eröffnet zudem durch ihre enge Anbindung an die aktuelle theoretische und methodische Diskussion die Chance, dass die Schweiz künftig in der vergleichenden Wohlfahrtsstaatsforschung ihren bisher oft randständigen Charakter etwas überwinden kann.

Martin SENTI,
Institut für Politikwissenschaft,
Universität Bern.

Bibliographie

- CASTLES, Francis G. (1999). *Comparative Public Policy. Patterns of Post-war Transformation*. Im Druck.
- ESPING-ANDERSEN, Gösta (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Cambridge: Polity Press.
- RAGIN, Charles, C. (1994). *Introduction to Qualitative Comparative Analysis*, in Thomas JANOSKI and Alexander HICKS (eds.). *The Comparative Political Economy of the Welfare State*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 299-319.

RAWLS, John (1998). *Politischer Liberalismus*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp Verlag, 539 S.

Seit John Rawls mit seiner *Theorie der Gerechtigkeit* (TG, deutsch 1975) der politischen Philosophie des zwanzigsten Jahrhunderts neue Massstäbe setzte, wurden Gerechtigkeitsfragen vornehmlich unter zwei Perspektiven verhandelt. Zum einen verhalf Rawls der politphilosophischen Diskussion zu einer Rückbesinnung auf die klassisch liberalen Grundfreiheiten und die Partizipationsrechte von Bürgern in rechtsstaatlichen Demokratien. Zum anderen erweiterte Rawls mit seiner Theorie den Diskussionsrahmen der politischen Philosophie um die Frage der sozialen Gerechtigkeit und der fairen Verteilung von Grundgütern. Sein zweites grosses Werk, das er *Politischer Liberalismus* (PL) nennt, bündelt die Überarbeitungen seiner Konzeption von *Gerechtigkeit als Fairness*, die Rawls – teils durch Kritiken an der TG motiviert – in Aufsätzen und Vorlesungen in den achtziger Jahren vorgenommen hatte. Rawls' grossangelegter Entwurf einer auf moralphilosophischen Fundamenten aufbauenden politischen Philosophie nimmt durch den PL eine realistische und programmatische Wende. PL knüpft modifizierend an die frühere Gerechtigkeits-theorie an und arbeitet sie selbstkritisch zu einer *politischen Konzeption* aus. Eine politische Konzeption umfasst Rawls zufolge einige zentrale grundlegende Werte und Normen sozialer und politischer Gerechtigkeit (*basic values of justice*), die als Basis stabiler sozialer Kooperation für eine im Kern pluralistisch zerstrittene Gesellschaft demokratische Legitimität beanspruchen können.

Gerechtigkeit als Fairness als eine Form des politischen Liberalismus (PL, S. 266) darf aufgrund des Pluralismus der Lehren und Weltanschauungen dabei nicht von Gestalt einer umfassenden Lehre sein, wie etwa der Katholizismus, der Protestantismus oder der Utilitarismus es sind, sondern muss in normativer Selbstbeschränkung sich auf die wesentlichen politischen Inhalte und Verfahren zurückziehen, von denen man hoffen kann, dass sie in einer pluralistischen Gesellschaft konsensuale Bindekraft entfalten können. Als politische und nicht umfassende Lehre reklamiert *Gerechtigkeit als Fairness* daher den "Vorrang des Rechten vor dem Guten" (PL, S. 266ff.), d.h. "dass die zulässigen Ideen des

Guten die Grenzen der politischen Gerechtigkeitskonzeption beachten und für diese Konzeption von Nutzen sein müssen" (PL, S. 269).

Programmatisch beansprucht Rawls für seine liberale Gerechtigkeitskonzeption den Status einer "freistehenden Auffassung", die von Bürgern einer konstitutionellen Demokratie unter Ausklammerung ihrer letzten Ziele und umfassenden religiösen, ethischen oder kulturellen Orientierungen unterstützt werden kann (PL, S. 75). Um diesen Anspruch einlösen zu können, bedarf es der Annahme einer konsensbezogenen Vernunft bei Bürgern als moralischen Personen (PL, S. 119ff.). Im Zusammenhang hiermit geht Rawls von einem allen Personen gemeinsamen Gerechtigkeits-sinn aus (PL, S. 85). PL hebt aber nicht mit gesellschaftlichem Konsens, sondern mit gesellschaftlichem Dissens an. Sein Ausgangsproblem bezieht Rawls aus seiner Diagnose der potentiell durch einen tiefgreifenden Pluralismus destabilisierten demokratischen Gesellschaft. Entscheidend hierbei ist, dass Rawls von einem *Faktum des vernünftigen Pluralismus* (Pl., S. 231) ausgeht. Daran anknüpfend fragt er: "Wie kann eine stabile und gerechte Gesellschaft freier und gleicher Bürger, die durch vernünftige und gleichwohl konträre religiöse, philosophische und moralische Lehren einschneidend voneinander getrennt sind, dauerhaft bestehen?" (PL, S. 22f.). Rawls prägt mit seiner Auffassung von Pluralismus als *vernünftigem Pluralismus* die zeitgenössische Problematik multikultureller und multiweltanschaulicher sozialer Strukturen in spezifisch philosophischer Weise. Er bezieht den gesellschaftlichen Pluralismus auf das Problem divergierender "vernünftiger Lehren" (*reasonable doctrines*) von Personen und gesellschaftlichen Gruppen und begründet dies in zweifacher Hinsicht: zum einen sieht er pluralistische Verhältnisse von der Idee der rechtsstaatlichen Demokratie institutionell begünstigt. Die durch Rechte gesicherten Grundfreiheiten der Bürger werden tendenziell die kulturelle Disposition pluralistischer Strukturen unterstützen. Zum anderen und damit zusammenhängend geht Rawls davon aus, dass der von ihm so titulierte vernünftige Pluralismus dem "Vernunftvermögen" von Bürgern als Personen entspricht und von de-

mokratischen Institutionen dauerhaft unterstützt wird (PL, S. 232).

Nach Rawls werden Personen in eine gesellschaftliche Grundstruktur von Institutionen des Staates, des Marktes, und des Rechtssystems hineingeboren, welche die Optionalität ihrer Lebenspläne und individuellen Zielsetzungen tiefgreifend beeinflussen (TG, S. 28, PL, S. 380ff.). *Gerechtigkeit als Fairness* als politische Konzeption bleibt im Gewand des PL dieser urliberalen Sorge um die Freiheiten des Individuums verpflichtet. In demokratischen Systemen wird die zwangsläufige Machtausübung politischer Institutionen als die der "Gesamtheit der freien und gleichen Bürger" (PL, S. 317) aufgefasst. Das Kriterium für die Rechtfertigung einer politischen Konzeption der Gerechtigkeit bildet nun nicht mehr nur die Idee eines Urzustandes, in dem der Sozialvertragsidee gemäss Akteure als Vertreter von Bürgern hinter einem Schleier des Nichtwissens sich auf zwei Gerechtigkeitsgrundsätze einigen (TG, S. 34ff.; PL, S. 89ff.). Vielmehr liefert Rawls mit dem PL ein kategoriales Geflecht von politischen Inhalten und Verfahrensvorschlägen, die er aus der kulturellen Semantik konstitutioneller Demokratien und ihrer institutionellen Erfindungen explizieren will. Die wesentlichen Knotenpunkte dieses Geflechtes im Sinne "grundlegender Ideen" (PL, S. 67ff.) sind neben dem prozeduralen Darstellungsmittel des Urzustandes die Konzepte der politischen (und nicht metaphysischen) Gerechtigkeitskonzeption, die der Gesellschaft als eines fairen Systems der Kooperation, in dem Bürger wechselseitige Anerkennungsverhältnisse eingehen, eine politische Konzeption der Person, welche Rawls' Staatsbürgerbegriff fundiert und die Idee einer wohlgeordneten Gesellschaft, in welcher die Bürger sich in einem "übergreifenden Konsens" (PL, S. 109) über eine Konzeption der Gerechtigkeit befinden. Die Ausarbeitung dieser Ideen findet sich in der ersten Vorlesung des Buches. Der folgende Argumentationsgang entwickelt sich über sieben weitere Vorlesungen, in denen diese *basic ideas* systematisch steuernde Funktionen einnehmen, dies allerdings zum Preis einiger Wiederholungen.

Vor dem Hintergrund des Ausgangsprob-

lems der Stabilität gerechter Institutionen erscheint Rawls' Konzept eines "übergreifenden Konsenses" vernünftiger Lehren als besonders zentral. Nur wenn eine Gerechtigkeitskonzeption als freistehende Auffassung Zustimmung von sich normativ selbstbeschränkenden Bürgern erhalten kann, besteht berechtigte Hoffnung auf gesellschaftlich-politische Stabilität. Die Idee eines übergreifenden Konsenses ist neben der Konstruktion eines vorpolitischen Urzustandes und des Überlegungsgleichgewichtes (*reflective equilibrium*, PL, S. 73), in welchem sich die Urteile der Bürger befinden müssen, die dritte Rechtfertigungsfigur für eine stabile Konzeption von Gerechtigkeit. In Anbetracht des Ursprungsproblems des strukturellen Dissenses über Gerechtigkeitsfragen muss der PL sowohl die Inhalte als auch die Verfahren dieses Konsenses im Sinne einer weltanschaulich "freistehenden" Konzeption (Rawls versucht den Begriff Neutralität zu vermeiden, S. PL, S. 287ff.) formulieren. Die sechste Vorlesung widmet sich dieser Problematik, in der Rawls mit der Differenz öffentlich/nicht-öffentlich die Selbstbeschränkung politischer Debatten auf wesentliche Verfassungsinhalte inhaltlich und prozedural zu begründen versucht (PL, S. 312ff.). Sein zentrales Argument ist, dass es bei der Gesamtheit der Staatsbürger eine Übereinstimmung darüber geben muss, welche Themen und Probleme öffentlich relevant sind und von den politischen Institutionen aufgenommen werden müssen. Rawls' Vorschlag hier ist, erstens die Struktur staatlicher Institutionen (Kompetenzregelungen, Verfahrensregeln etc.) und zweitens die liberalen und demokratischen Grundfreiheiten im Sinne grundlegender Werte der Gerechtigkeit als normativen Massstab für öffentlich relevante Sachverhalte anzuerkennen. Diesen grundlegenden Werten der Gerechtigkeit den Status als "wesentliche Verfassungsinhalte" (PL, S. 329) zu garantieren, bedeutet sie als öffentliche (also für die Gesamtheit der sich im Staatsgebiet legal aufhaltenden Personen) Zwangsnormen zu institutionalisieren. Die Zwangsdimension öffentlicher Normen (PL, S. 323) erscheint stets rechtfertigungsbedürftig aus der Sicht der StaatsbürgerInnen, die durch sie verpflichtet werden. In der wichti-

gen Passage zum "liberalen Legitimitätsprinzip" (PL, S. 317) rekonstruiert Rawls diese Frage nach legitimer Machtausübung. An dieser Stelle schliesst sich die beim Stabilitätsproblem anhebende Argumentation mit dem Problem der Rechtfertigung von politischem Zwang (Legitimation) zusammen. Als normativ verbindendes Element dieses Zusammenschlusses fungiert die "freistehende" politische Gerechtigkeitskonzeption, die im Rahmen eines staatsbürgerlichen Konsenses von Bürgern als freien und gleichen Personen getragen werden muss. Die von Rawls programmatisch eingeforderte Selbstbeschränkung der öffentlichen Vernunft auf wesentliche politische Inhalte rechtfertigt sich schlussendlich erst aus der Einsicht in die Zwangsdimension von Politik.

Inwieweit der PL auch von normativ ausgerichteten sozialwissenschaftlichen Debatten beachtet werden wird, bleibt abzuwarten. Die Wirkung der *Theorie der Gerechtigkeit* in den Sozialwissenschaften war bekanntlich beachtlich. Auf den ersten Blick mögen Rawls' philosophische Kategorien, mit denen er das

Faktum eines vernünftigen Pluralismus angeht, aus sozialwissenschaftlicher Perspektive als nicht ausreichend erscheinen. Das Problem gesellschaftlicher Desintegration und Anomie im Sinne von Durkheim und Merton wird vom PL kategorial sicherlich nicht erschöpfend erfasst. Dies ist jedoch auch nicht der Anspruch des Buches. Als Philosoph analysiert Rawls die Muster politischer Bewusstseinslagen, die aufgrund von Werte- und Normenpluralismus die Stabilität demokratischer Gesellschaften von innen her gefährden. Dabei hat diese Analyse einen dezidiert praktischen Anspruch: die vom PL artikulierte Gerechtigkeitskonzeption begreift sich selbst als einen möglichen Vorschlag, dieser Gefährdung programmatisch zu begegnen. Gerade dieser realistische und praktische Aspekt von Rawls' Entwurf wird ihn für politikwissenschaftliche Diskurse anschlussfähig machen.

Seven MURMANN,
Philosophisches Seminar,
Universität Zürich.
